

Urgence écologique et urgence sociale : deux défis indissociables

I) L'humanité en danger

- Changement climatique, érosion de la biodiversité, dangers sanitaires, le constat est unanime : les dégradations causées par l'action de l'homme sur l'environnement s'accroissent et se cumulent au point de poser à très court terme la question de la survie même de notre civilisation.
- La question écologique est donc structurante pour notre projet et nous conduit à proposer un autre modèle de société. Mais l'urgence écologique est aussi une urgence sociale, car ce sont toujours les plus démunis qui sont les premiers à souffrir des dégradations de l'environnement, au niveau mondial comme à l'intérieur de nos frontières.

II) À droite : incantations, libéralisme et lobbies tous puissants

- Le bilan de la droite en matière d'écologie est consternant :
 - loi sur l'eau vidée de son contenu et plan climat sans mesure contraignante,
 - affaiblissement politique du ministère chargé de l'environnement et réduction forte de ses crédits (dont ADEME),
 - suppression des subventions aux transports en commun en site propre,
 - construction d'un nouveau réacteur nucléaire EPR sans débat et sans perspectives fortes pour les énergies renouvelables,
 - discrédit international avec l'équipée du Clémenceau,
 - laisser-faire et projet de loi au service des producteurs en matière d'OGM, absence de volonté et de moyens en matière de préservation de la biodiversité...
- Le bilan du Président Chirac se résume à la signature d'une charte de l'environnement restée sans effets, et les propositions du candidat Sarkozy marquent une soumission totale aux lobbies qui agissent contre l'écologie.
- Alors que l'urgence écologique implique une action publique résolue et une modification radicale de nos modes de production et de consommation, l'UMP persiste à vouloir faire du marché l'alpha et l'oméga de l'économie.



III) Avec Ségolène Royal, l'excellence environnementale

- Les socialistes pensent au contraire qu'il n'y aura de réelles avancées écologiques que sur la base de régulations publiques fortes, que ce soit dans les domaines de l'énergie, de l'habitat, des transports (développement du ferroviaire et des transports collectifs) ou de l'urbanisme.
- Deux chantiers prioritaires, créateurs d'emplois, sont devant nous : préparer l'après pétrole et lutter contre le changement climatique, restaurer la sécurité sanitaire et alimentaire et rétablir les équilibres écologiques.
- Pour y parvenir, Ségolène Royal et les socialistes proposent notamment :
 - une nouvelle politique de l'énergie :**
 - économies d'énergies, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables (qui devront atteindre 15 % de la production totale d'énergie d'ici 2012 et 20 % d'ici 2020) ;
 - isolation de 400 000 logements anciens par an (40 % de l'énergie utilisée y étant perdue) et montée en puissance de l'éco-construction avec incitations fiscales, afin qu'en 2010 toutes les constructions soient écologiques ;
 - augmentation de la part des énergies renouvelables avec un objectif de 20 % de la production primaire d'énergie en 2020 ;
 - taxation du kérosène dans les transports de fret et des supers profits pétroliers.
 - Une action résolue contre la pollution et pour la protection des milieux naturels :**
 - réforme de la fiscalité écologique, dès le début de la mandature, pour intégrer dans le prix des produits leur impact sur l'environnement ;
 - programme national de réduction de l'usage des pesticides ;
 - moratoire sur la culture des OGM en plein champ ;
 - mise en place d'un réseau écologique national pour donner une cohérence à la gestion de la biodiversité sur l'ensemble du territoire ;
 - promotion d'une organisation mondiale de l'environnement en charge notamment de la protection de la biodiversité et de la mise en oeuvre du protocole de Kyoto.

**L'excellence environnementale se fait par la preuve,
pas par le verbe !**

